

Ghana must go, quarante ans après

Créer une solidarité contre la xénophobie en Afrique

Faisal Garba

Maître de conférences à l'université de Cape Town et professeur associé à l'Institut africain de Sharjah
Rédacteur en chef adjoint, *Global Africa*

faisal.garbamuhammed@uct.ac.za

Cette année marque le quarantième anniversaire de l'expulsion des Ghanéens du Nigeria et le quarante-quatrième anniversaire de l'expulsion antérieure des Nigériens du Ghana. Les idées et les pratiques d'exclusion fondées sur la citoyenneté et la nationalité sont devenues des outils par lesquels les États africains contrôlent parfois les populations et les crises socio-économiques. Les États de la sous-région ouest-africaine ont pour la plupart hérité ces outils des politiques coloniales d'appartenance et les ont depuis lors appliqués à toute population présentant un signe de vulnérabilité. Cette pratique a atteint son paroxysme en 1983, lorsqu'une crise économique au Nigeria a été imputée aux immigrants, dont la majorité était originaire du Ghana.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de ces histoires douloureuses de politiques de représailles anti-immigrés afin de créer en Afrique des sociétés harmonieuses, pacifiques et accueillantes qui s'opposent à toute forme de xénophobie ? Dans le cadre de notre travail en cours sur [les migrations pour le développement et l'égalité \(MIDEQ\)](#), qui couvre plus de 12 pays du Sud, il est devenu tout à fait clair que les droits des travailleurs migrants sont régulièrement bafoués dans le monde entier. De nombreux efforts ont été déployés pour remédier à ces indignités. Il s'agit d'efforts à micro-échelle, tels que les associations fondées sur l'identité que les migrants forment pour

How to cite this paper:
Garba, F., (2023). *Ghana must go, quarante ans après : créer une solidarité contre la xénophobie en Afrique*. *Global Africa*, (4), pp. 30-31.
<https://doi.org/10.57832/p6a7-3792>

© 2023 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](#) 

lutter contre les nombreuses oppressions auxquelles ils sont confrontés, d'activités à méso-échelle, telles que la syndicalisation, et d'efforts à macro-échelle, tels que les protestations. Les citoyens offrent parfois leur soutien à cet égard, par exemple lorsqu'ils organisent des manifestations au cours desquelles les associations de migrants peuvent exprimer leurs besoins spécifiques et se faire entendre.

Nous trouvons ces formes de solidarité particulièrement puissantes parce qu'elles reconnaissent l'humanité commune à chacun d'entre nous. Qu'il soit citoyen ou migrant, chaque individu possède des droits humains fondamentaux qui doivent être respectés et promus à tout moment. De même, le statut de citoyen ne protège pas contre la condition de citoyen de seconde zone en tant qu'immigré. Même si les individus se trouvent dans leur pays d'origine, dans la mesure où ils peuvent soit migrer un jour, soit avoir des parents qui sont des migrants (potentiels), les besoins des migrants doivent être une préoccupation pour les citoyens comme pour les migrants. C'est un message que certains groupes comprennent parfaitement, et nous avons voulu inculquer cette vision aux jeunes générations. Le quarantième anniversaire de l'épisode *Ghana must go* dans l'histoire du Ghana était l'occasion idéale de partager ce message.

Nous avons voulu revisiter cet épisode de l'histoire du Ghana pour en tirer des leçons sur la solidarité des migrants et les dangers de la mobilisation anti-migrants. Pour y parvenir de manière à laisser une impression durable sur le continent, nous organisons une exposition axée sur l'espoir, la communauté et la solidarité transfrontalière dans un monde où la migration est criminalisée. En un sens, notre intention est d'utiliser diverses formes d'arts et d'expositions, l'histoire et la recherche afin de combattre un sentiment anti-immigrant croissant au Ghana ainsi que dans d'autres parties de l'Afrique. Comment pouvons-nous construire un avenir pour les communautés et les États africains sans un autre « must go » ?